

cerises

ROUGE, AIGRE-DOUX – N° 189 – VENDREDI 27 SEPTEMBRE 2013

LA CANAILLE DU FAUBOURG

Et nous, aurions-nous "vocation" à payer toujours plus pendant que l'écart s'accroît entre le peuple et les plus riches des nantis ?

AGENDA MILITANT

→ 2 octobre

Paris [Salaire universel et/ou abolition du salariat](#)

→ 4 octobre

Saint-Denis [Mobiliser, lutter, construire l'alternative à gauche](#)

→ 4-5 octobre

Paris [Démocratie et révolution chez Rosa Luxemburg](#)

À LIRE SUR communistesunitaires.net

→ **Démocratie, pouvoir...**
[À propos du FN](#), J.-P. Eyraud

→ **Culture**
[Langues régionales, langues de migrants, quelle situation, quelles perspectives ?](#)

→ **Territoires**
[Penser les municipales dans la diversité des territoires](#), J.-Cl. Mairal

→ **À lire**
[Ceux qu'on appelle les Roms – Luttons contre les idées reçues](#)



Xénophobie et peur : armes des dominants

En acceptant de participer à une émission radiophonique intitulée "La question Rom dans le débat politique", le ministre de l'Intérieur savait ce qu'il faisait. Depuis plus d'un siècle et demi, cette expression introduit l'interrogation sur l'aptitude d'un groupe discriminé à s'intégrer à une société d'Europe occidentale.

Disons les choses comme elles sont : Manuel Valls avait prémédité sa réponse. Il a choisi de livrer à la vindicte publique des familles pauvres, contraintes au travail dans l'économie souterraine car interdites de travail salarié, contraintes de vivre dans des bidonvilles ou des squats faute d'avoir les moyens et le droit de se loger. Et il a triché sur la réalité puisque 97 % des Roms vivants en France sont des sédentaires... français !

Pour justifier que les étrangers Roms ne disposent pas des mêmes droits que les autres européens présents sur le territoire français, Valls prétexte que « ces populations ont des modes de vie extrêmement différents des nôtres et qui sont évidemment en confrontation » avec les populations locales. C'est la double peine pour ces Roms étrangers déjà victimes de discriminations dans leur pays d'origine.

Manuel Valls déroule avec cynisme un plan de comm' le présentant comme l'alternative réaliste à la droite extrême et sensé lui ouvrir les portes du pouvoir. Qu'il ait tenu ces propos pendant que se déroulaient les journées parlementaires socialistes sans aucun "recadrage" de leur part dit l'ampleur de la caution politique qui lui est apportée en haut lieu.

Soutenir la thèse d'une différence endogène des Roms, c'est cautionner toutes les stigmatisations, toutes les discriminations, tous les discours essentialistes similaires sur la question des immigrés africains, la question de l'Islam, la question des cités... C'est détourner la colère sociale en entretenant des peurs irrationnelles pour le seul profit des dominants.

Face à ce reniement des valeurs de gauche, la radicalité ne peut être une posture. On ne combat les idées fausses qu'avec des idées justes dont les citoyens font l'expérience dans la lutte. La sortie de la crise politique passe par un travail militant concret et quotidien dans les quartiers et les villages ; par l'invention, dans l'action, de nouvelles formes populaires d'engagement politique.

● Gilles Boitte



Voir [Ceux qu'on appelle les Roms – Luttons contre les idées reçues](#), (lien ci-contre).

Des coopératives à l'autogestion généralisée à la place du Capital et de l'État

Pierre Cours-Salies, professeur de sociologie, et Pierre Zarka, ancien directeur de *L'Humanité*, publient et présentent *Propriété et expropriations - Des coopératives à l'autogestion généralisée*, un recueil de textes de Karl Marx et Friedrich Engels. Entretien.



Editions Syllepse
181 p., 12 €

Pourquoi publier aujourd'hui un recueil de textes de Karl Marx et Friedrich Engels consacré à la propriété et à la coopération, alors qu'ils sont réputés avoir été suspicieux, voire hostiles, à l'égard des coopératives ?

P.Z. et **P.C.-S.** : Nous partageons tous deux quelques convictions forgées de nos histoires différentes. L'une d'entre elles est que Marx est un auteur souvent cité mais peu lu. Son actualité, avec une sorte de jalon de presque deux siècles, est, depuis le début de sa réflexion, la place de l'organisation collective de la production et du pouvoir par les formes de coopération. Il faut les lire !

P.Z. : D'abord, notons que les délocalisations et abandons de productions entraînent aussi la résurgence de la mise en coopérative. Souvent, il s'agit de suppléer à la "défaillance" des "employeurs". Mais, à nos yeux, cela va au-delà. La notion de coopérative est forte

de potentialités de renouvellement du combat transformateur. Il y a un *faire par soi-même* qui émerge au détriment du marché mais aussi de la couverture de l'État. Pour l'instant, cela n'est encore que tâtonnant. Cela intervient par exemple lorsque les salariés ont attendu désespérément un "repreneur", quand aucune solution n'émerge, ou encore lorsqu'on attend de l'État qu'il aide à... ne pas étatiser. Mais ce "faire par soi-même" signale un désir d'émancipation. Nous n'en sommes bien sûr qu'au début des tentatives de passer de ce désir aux actes. Par ailleurs, même la mise en coopérative de plusieurs entreprises ne peut se suffire à elle-seule : leur simple addition ne fait pas un changement de système. N'est-ce pas le moment de mettre en débat qu'il s'agit là d'un changement de paradigme et d'une cohérence idéologique et concrète nouvelle, à construire ?

Dans ce climat vient se greffer une controverse qui est loin d'être abstraite :

Marx et les fondements marxistes sont-ils originellement hostiles aux coopératives et d'essence centralistes, donc étatiques ? Ce qu'a été le modèle soviétique n'arrangeant rien à l'affaire. Il s'agit moins de rendre justice à Marx que d'interroger s'il existe ou pas chez Marx et Engels les prémisses d'une méthode d'analyse et d'une vision qui peuvent faire de la mise en coopérative un levier d'une réelle appropriation collective qui fasse système.

P.C.-S. : Le texte d'Engels, daté de 1845, marque mieux que tous les préjugés possibles ce qu'il en pensait : il montre la portée historique positive mais contradictoire des "sociétés communistes et autres coopératives". Au même moment, il écrivait avec Marx des chapitres de *L'Idéologie allemande*, un livre pratiquement pas lu, qui comporte la critique de formes négatives du communisme et de l'individualisme revanchard et consumériste de "philosophes" faussement critiques de Hegel. ●●●

●●● Le *Manifeste* (1847), en fait, comporte l'auto-organisation des producteurs, base d'une transformation radicale de la société, changeant la vie de chacun pour le bien collectif. Comme la situation se prête à une avancée, mais avec des potentialités communistes à développer, le texte prévoyait des "alliances". On peut les relire : il ne s'agit que de rejeter le pouvoir politique tel qu'il est et de s'emparer des instruments institutionnels pour construire le dépassement des relations capitalistes.

N'existe-t-il pas une illusion que le développement de pratiques auto-gestionnaires locales et la multiplication des coopératives pourraient suffire à dessiner un changement global ?

P.Z. : C'est vrai. Revenons sur les traces laissées par l'étatisation, mais n'opposons pas à un défaut un autre défaut : celui de croire que l'addition des initiatives locales finirait par faire système. C'est d'ailleurs face à ce travers que réagit Marx durant la Commune, ce qui a pu faire dire hâtivement qu'il s'opposait aux coopératives. Si les initiatives ne s'inscrivent pas dans une cohérence en rupture avec la cohérence du capitalisme, elles demeurent vulnérables et n'entraînent pas d'effets de contagion. Exemple : si on oublie que la Sécurité sociale a été conçue à partir du principe « *de chacun selon ses capacités à chacun selon ses besoins* », en la considérant uniquement du point de vue de l'organisation de l'accès aux soins, on fait disparaître la possibilité d'étendre ce principe. Or la coopérative peut ouvrir sur la quête d'un mode de production réellement « démocratique », entièrement entre les mains de celles et ceux qui sont actuellement

dominés. Mais *peut* seulement, d'où la nécessité de l'inscrire dans un principe de portée plus générale.

P.C.-S. : L'horizon d'émancipation suppose de remplacer la domination et la propriété d'une couche très restreinte, nationalement et mondialement, par les capacités collectives de l'immense majorité des travailleurs. L'organisation capitaliste forme une boucle : le fétichisme de la marchandise met en valeur la consommation ostentatoire et un élitisme social implicite, ruineux pour les rapports avec la nature et les rapports sociaux. Le communisme est un spectre plus présent que jamais. Encore faut-il en reprendre la discussion explicite. Nous avons donc consacré toute une partie de notre introduction à marquer les éléments de l'actualité que les réflexions de Marx et Engels éclairent. Des reprises d'entreprises à *Occupy Wall Street*.

La notion de coopérative est forte de potentialités de renouvellement du combat transformateur.

Vous évoquez la généralisation du droit de préemption - les salariés pourraient s'appropriier les entreprises, pas seulement celles en perte. Mais l'existence d'un tel droit pourrait-elle conduire au dépassement et au remplacement du système capitaliste, que vous souhaitez ?

P.Z. : L'intérêt d'arracher ce droit est double. D'abord, par son contenu : considérer que les travailleurs d'une entreprise

ont la priorité sur son devenir. Avec la précision que tu évoques : pas seulement les entreprises en perte, car il n'y a aucune raison de devoir s'occuper de ce qui ne marche pas et d'abandonner au Capital ce qui fonctionne le mieux. Ensuite, par l'expérience politique forte sur laquelle cette démarche peut ouvrir : premièrement, prendre conscience de sa force en arrachant du pouvoir à des forces hostiles et puissantes ; et deuxièmement, en exerçant un pouvoir qui, de fait, élargit la personnalité, être à la fois travailleur et décideur. Ainsi, l'individu se change en commençant à changer le réel. Le combat devient facteur d'individuation, c'est-à-dire de formation d'une personnalité qui se forge consciemment avec ses semblables et contre les exploités. La lutte des classes devient facteur d'épanouissement.

Cela implique que l'autogestion ne soit pas réservée "aux petites dimensions". Si nous pensons que ce n'est pas l'addition des coopératives qui fera société, alors cette prise de pouvoir sur son quotidien ne peut-elle pas nourrir une envie de prise de pouvoir sur "les grandes dimensions" ? C'est le mot d'ordre des altermondialistes : "du local au global". La question du pouvoir politique est dans le passage à cette dimension.

Cela pose une sacrée question : comment, sur la base d'une appropriation collective d'une entreprise, un changement de pouvoir politique pourrait-il se concevoir en continuant de le déléguer à des partis ou à l'État ? Il n'y aurait là aucune cohérence. La question du pouvoir ne peut pas se poser dans des termes contradictoires, de manière quasi schizophrénique. À mon sens, c'est parce que cette question ●●●

●●● n'est pas posée dans des termes neufs que certains mouvements n'osent pas aborder la dimension politique.

P.C.-S. : Certaines entreprises dites "privées", comme Total-Elf, Sanofi, etc., ne le sont que par un acte illégitime d'appropriation privée. Si elles relèvent d'une expropriation simple, comme les banques et les compagnies d'assurance, c'est parce que le travail fourni, les savoir-faire, les équipements, les recherches ne doivent rien à des "apports" de la part des capitalistes. Cette question de l'expropriation est trop rarement posée. Pourquoi ? Parce que l'affirmation du caractère expropriateur de la propriété bourgeoise a régressé. On nous objecte qu'« avec le bilan du communisme à l'Est ! »..., comme si cette allusion répétée avait une valeur. Il faudra bien reprendre cette discussion, qui n'est pas l'objet du livre. On ne peut assimiler au "communisme", même "bureaucratique", le pouvoir d'une couche dirigeante qui, au sens strict, possédait l'ensemble des biens. Et ce pouvoir lui a permis une grande continuité, pour beaucoup de ses dirigeants. Ainsi s'est composée une classe bourgeoise avec laquelle les puissants du monde capitaliste discutent aujourd'hui, sans mettre en cause sa légitimité. La loi du plus fort, ciment de la bienséance des classes dirigeantes !

Pour revenir à la généralisation du droit de préemption, nous tenons à le souligner : il est porté dans l'actualité par des forces et des groupes divers, et traduit une réalité forte. L'extériorité des calculs

du capital est rendue visible aux salariés, qui perçoivent les mauvais usages des capacités de production et subissent les décisions, comme les "informations" économiques.

On ne peut renverser le capitalisme avec une bonne propagande. Ni avec des exemples de réalisations. Il n'y a pas de succès "par capillarité", comme si le futur pouvait s'incruster dans l'ancien et le manger de l'intérieur. Cela souligne la pertinence de la question posée.

**Il existe chez Marx
et Engels les prémisses
d'une méthode d'analyse
et d'une vision
qui peuvent faire
de la mise en coopérative
un levier d'une réelle
appropriation collective
qui fasse système.**

La mutation ne peut se produire sans politique, pour consolider le rejet et le renversement de la classe dirigeante. Elle-même réagit : répression, séduction et dénaturation... Sans renversement du pouvoir de la bourgeoisie, on sait qu'elle use et usera de toutes les armes imaginables : xénophobie, guerres régionales... Le passé est connu, ne fût-ce que depuis le début du XX^e siècle.

Mais des salariés qui réalisent des reprises d'entreprises, des coopératives, des initiatives locales ou dans des branches syndicales organisées dans plusieurs pays, sont moins dépendants, plus dynamiques, disponibles pour s'emparer de l'idée forte : « *même si ce n'est pas facile, nous sommes capables de faire autre chose et mieux* », comme l'exprimait une travailleuse des Fralib à la Fête de L'Huma. La propagande par l'action est toujours plus forte. Des coopératives à l'autogestion généralisée, disait Henri Lefebvre, en juin 1968, pour souligner ce que le PCF refusait, en ajoutant qu'il était nécessaire et possible de viser une république autogérée.

Quelles sont les conditions et les possibilités de dépasser les logiques de domination qui façonnent la subjectivité des individus et contredisent les logiques d'auto-organisation ?

P.C.-S. : Relire Marx met en évidence un grand réalisme dans la lutte pour le renversement du capitalisme. Ainsi, les syndicalistes des USA, liés à l'Association internationale des travailleurs (AIT), ne pouvaient mettre à l'ordre du jour une revendication de "journée des huit heures" avant l'abolition de l'esclavage. Peut-être sommes-nous trop marqués d'un européocentrisme, en France, pour comprendre que Marx et ses camarades ont fait tout leur possible pour le succès de la lutte pour l'abolition de l'esclavage. De même, avec Engels, ils insistent sur la nécessité de l'organisation ●●●

●●● syndicale, pour les luttes à mener mais aussi pour les liens qu'elle crée et pour, ainsi, contribuer à détourner les hommes des propositions de remettre leurs femmes et leurs enfants dans des liens esclavagistes. La destruction des rapports capitalistes passe par la construction des rapports sociaux rendus possibles par l'évolution du travail.

On ne mesure pas assez l'actualité révolutionnaire des perspectives de Marx quand il met en évidence le savoir collectif dans la société, parmi les travailleurs, ce qu'il appelle le *general intellect*. Quand il

en parle, au tournant des années 70 du XIX^e siècle, ce n'est qu'une tendance minoritaire des rapports sociaux de travail. Lui et Engels mettent en évidence comment, à cette époque, les capitalistes préfèrent l'oppression et l'exploitation rude : les analyses du travail des femmes et des enfants pour user jusqu'à la corde des êtres humains parce que les machines ne produisent pas, dans telle ou telle situation, un différentiel de profit suffisant !

Pour le capitaliste, moderniser et produire mieux et plus n'est pas le souci

principal. La modernisation, devant la pression revendicative et dans un cadre de concurrence donné, peut être la réponse pour le seul but qui compte : accumuler le capital et en faire ce qu'en veut la classe dirigeante.

Le fétichisme qui fait fonctionner l'accumulation de profit suppose des individus qui se sentent valorisés par ce système. En même temps, l'ordre capitaliste les nie. N'oublions pas que les consommations "de masse" du Paris décrit par Zola sont contemporaines des analyses de Marx et d'Engels ! Ils étaient bien placés, entre Londres, Paris, Berlin, New York pour voir ce monde en mouvement. Et leur continuité, depuis 1843-44, aura été de contribuer à développer l'autre possibilité : la culture et les rapports sociaux des producteurs associés.

P.Z. : Nous avons besoin de nous changer nous-mêmes. Depuis la Révolution française, malgré des irrptions du peuple, nous sommes accoutumés à nous soumettre à des protecteurs. Si je suis demandeur d'emploi, je suis déjà dans une posture de dépendance. Et l'un des obstacles à l'engagement est de penser : « *Je ne serai pas capable* ». Nous nous reposons alors sur des leaders et finissons toujours déçus.

Il y a donc une nouvelle culture politique à faire émerger, non pas dans l'abstrait, mais inscrite dans les actes. Déjà, la question des coopératives, les assemblées générales des mouvements ●●●

Une histoire de coopérative en construction



La compagnie Le pas de l'oiseau racontera en 2014 une histoire de coopérative. Après le village de *L'héritage* qui se frottait à la transformation du monde, ce sera au tour d'une entreprise et de ses coopérateurs de sentir que « *le réel, c'est quand on se cogne* ».

Comme le notent les deux co-auteurs de la pièce, Amélie Chamoux et Laurent Eyraud-Chaume : « *Les coopératives ouvrières sont depuis toujours une utopie réalisable qui suscite autant d'envies que de doutes. Si elles construisent des lieux où le travail prend sens, où l'humain est une fin et non un moyen, elles sont aussi un espace qui nous met face à nos contradictions, intimes et politiques.* » Construit à partir de collectes de paroles dans les entreprises, cette création de théâtre-récit est co-produite par le comité d'entreprise des cheminots PACA et sera créée à l'occasion du Festival Off d'Avignon 2014.

La compagnie lance également une souscription auprès de diverses organisations (associations, CE, mutuelles...) afin de boucler le budget de production, lui aussi coopératif. Toutes les infos sur : www.lepasdeloiseau.org

●●● qui tendent à se substituer au primat du leader sur les participants, voire à un fonctionnement vertical des syndicats, les logiciels libres, les Pirates en Allemagne, les Indignés, le discours d'une part croissante d'abstentionnistes... sont autant de signaux de quêtes d'appropriation de la vie politique. Il y a, d'un côté, une forme de la politique de plus en plus obsolète qui fait la preuve de son impuissance, et, de l'autre, quelque chose d'encore immature mais qui frappe à la porte. Il commence à y avoir aussi dans la littérature l'expression d'une génération qui n'a connu que la crise et qui veut trouver comment sortir du désenchantement. Ces phénomènes bousculent les attaches partidaires : la dénonciation du capitalisme et l'aspiration des dominés à faire communauté en maîtrisant leur sort rendent de très nombreuses personnes disponibles à l'égard d'un renouvellement de la politique. Le problème est de savoir si cette aspiration au renouvellement sera détournée par des impasses populaistes ou sera considérée comme un levier à la transformation démocratique et révolutionnaire de la société.

Pourquoi la réduction du temps de travail doit-elle être au cœur du projet d'émancipation ?

P.C.-S. : Les capitalistes sont, collectivement et dans leurs rapports de force stabilisés, les maîtres du temps. Les exploités savent bien

que leur vie est de ne pas disparaître dans la production et des consommations qui les enferment. Un esclave n'a pas de droit sur son temps, pas plus qu'un paysan avant le renversement des institutions féodales. La réduction du temps de travail est à la fois une protection personnelle et une production interindividuelle d'activités libres.

L'horizon d'émancipation suppose de remplacer la domination et la propriété d'une couche très restreinte, nationalement et mondialement, par les capacités collectives de l'immense majorité des travailleurs.

Cela demanderait une autre discussion, une analyse décapante : les exigences des travailleurs comportent des limites à la journée de travail et aussi le développement de services gratuits, non marchandisés. Tel est le ressort de *La critique du programme de Gotha*, qui voit Marx s'opposer à l'horizon rabougri de socialistes allemands de 1875 : leur "programme" visait "le partage des

richesses", quand lui visait le temps, contraint ou libre, en vue d'une organisation qui ne serait libre que par la diminution massive du temps contraint.

P.Z. : Poser la question du temps de travail, c'est poser la question du travail lui-même. Peut-on dissocier le temps passé en entreprise du reste ? Un enseignant qui lit un roman : il se détend ou il travaille ? Une infirmière d'une banlieue à forte présence de migrants participe à la défense des sans-papiers : la familiarité ainsi créée ne l'aidera-t-elle pas à faire son travail ? Comment peut-on être citoyen si on n'en a pas le temps ? À propos du communisme, Marx a, dans *L'idéologie allemande*, une phrase formidable : « *Le communisme, c'est quand je pêche le matin, je chasse à midi, je fais de la peinture l'après-midi et je fais de la critique le soir sans jamais être pêcheur, ni chasseur, ni peintre, ni critique...* » Et l'on dégage ainsi un nouveau regard sur ce que peut vouloir dire émancipation. Il s'agit que l'individu se vive comme le plus uni possible avec lui-même. Pour parvenir à cette unité, un des premiers actes nécessaires est la réduction du temps passé en entreprise. D'autant que la productivité a doublé depuis 1960 et s'est accrue de 50 % depuis 1980.

● **Entretien réalisé par Cerises**

De l'air !

Un vent mauvais souffle sur le Front de gauche. En continuant à mettre au centre de l'action politique les mobilisations électorales, en consacrant insuffisamment d'énergie aux campagnes en dehors des élections, les conflits, au demeurant normaux, prennent le pas sur la dynamique citoyenne qui avait marqué la campagne de 2012.

La stratégie politique fait débat pour les municipales : listes autonomes du PS au 1er tour, déclare le PG, union de la gauche sur la base d'un projet politique partout où c'est possible, déclare le PCF.

Sommes-nous en présence de deux orientations politiques totalement incompatibles ? Partons du projet politique, comme le propose le PCF.

Nous voulons renouveler radicalement la démocratie. Il s'agit, par exemple, de promouvoir l'idée d' élu partenaire, un élu dont le rôle serait de construire avec les citoyens les décisions à prendre, à la différence d'un élu qui se sent porteur à lui seul de l'intérêt de tous.

Nous voulons ouvrir de nouveaux espaces de gratuité, gratuité des transports publics, gratuité des premiers m3 d'eau potable, gratuité des bibliothèques.

Nous voulons promouvoir l'égalité des droits, réduire les inégalités territoriales, mettre les quartiers populaires au cœur du développement de nos villes.

Nous voulons défendre et développer les services publics, privilégier le mode de gestion en régie, favoriser le développement d'entreprises coopératives.

Nous voulons développer des métropoles multipolaires. Nous voulons engager la transition écologique.

Pas sûr que le PS s'y retrouve...

Mettre en débat ces orientations, rassembler sur la base de ce projet, non seulement des forces organisées mais aussi de tou-te-s les citoyen-nes, de celles et ceux qui veulent s'engager dans le processus, voilà ce à quoi nous devrions travailler, au Front de gauche. Sortons des négociations actuelles à huis-clôs, politiciennes et à courte vue, qui sapent l'espoir d'un changement de politique. Ouvrons en grand le débat pour des projets renouvelés de démocratie et d'aménagement du territoire.

La ville est à tout le monde. Tout le monde doit pouvoir contribuer à la construire.

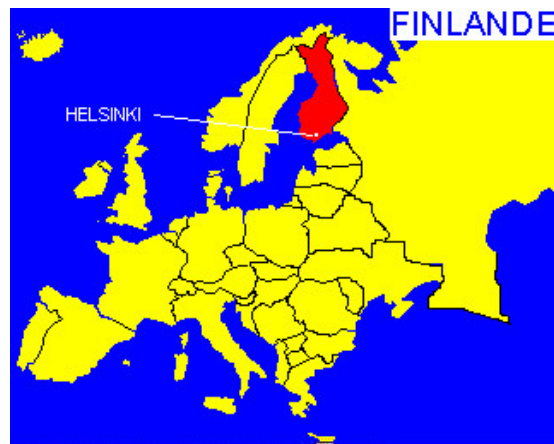


● Sylvie Larue





Austérité généralisée, crise économique, climat d'impuissance collective... où l'Union européenne emmène-t-elle les peuples qui la composent ? Une révolution démocratique et une nouvelle espérance commune sont à l'ordre du jour en Europe. Parce que des colibris peuvent faire le printemps, *Cerises* s'envolera tous les quinze jours dans un pays européen. Aujourd'hui : la Finlande.



Heureusement, il y a la Finlande



La première fois que j'ai entendu parler de la Finlande, c'était à la radio. Accords d'Helsinki par-ci, accords d'Helsinki par-là. Giscard d'Estaing comme-ci, Léonid Brejnev comme-ça. Les fameux accords de 1975, signés par 35 États, dont l'Union soviétique, les États-Unis, le Canada et les États européens mettaient le pays sur le devant de la scène. J'ai compris plus tard qu'ils marquaient la fin de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE) et tentaient d'améliorer les relations entre le "bloc communiste" et l'"Occident". Bref, de sortir de la guerre froide.

Depuis, la Finlande (4,5 millions d'habitants) semble un pays si discret dans l'Union européenne qu'on se demande si elle en fait partie. Quelle importance ? La Norvège, autre pays scandinave, qui penserait qu'elle ne fait pas partie de l'Union ? Dans le genre harmonisation par le haut en Europe, la Finlande mérite cependant le détour et devrait nous donner des idées.

En matière de féminisme par exemple. Quand au XIX^e siècle, le code Napoléon faisait de la femme française « un être de second rang si elle n'(était) pas mariée, un être mineur et incapable si elle (était) mariée », ne lui « (accordait) nuls droits

politiques ou civils », la Finlande se distinguait par des mesures autrement plus progressistes : 1^{re} femme bachelière et ouverture des études de médecine aux femmes en 1870, majorité légale avancée pour les célibataires. La Finlande fut la première nation européenne à donner aux femmes le droit de vote et d'éligibilité aux élections générales (1906). La France, elle, attendra 1944... Le pays affiche aujourd'hui la 6^e place mondiale pour la proportion de femmes parlementaires (85 femmes sur 200 député-e-s, soit 42,5 %).

La Finlande est-elle pour autant un paradis blanc ? Non. Sur le plan de l'égalité salariale, tout reste à faire. Quand un salarié du privé touche 3 600 €, une femme dans le même secteur touchera 600 € de moins. Inégalités épinglées par le Comité des droits de l'homme (cela ne s'invente pas !) de l'ONU en 2004. Et soulignées par la chercheuse Anna Rotkirch de la Väestöllitto (*Finnish Population and Family Welfare League*) : « On assiste à un envol du travail précaire, qui concerne surtout les femmes, et entraîne une polarisation croissante entre celles qui poursuivent leur carrière et les autres, qui ont des enfants. Comme s'il fallait choisir entre les deux. »

« *Epävarmat kaikkien maiden, Unite !* » (Précaires de tous les pays, unissons-nous !), a-t-on envie de répondre.

En matière d'éducation, le système finlandais est lui aussi stimulant pour qui cherche à transformer l'école dans un sens différent de celui imprimé par le libéralisme. Tiens ! La mienne d'école ne m'a jamais appris qu'en 1944, après la défaite finlandaise (Guerre d'Hiver), l'essentiel de la Carélie a été rattaché à l'URSS, induisant le plus grand mouvement de population jamais connu par la Finlande. Une Carélie très présente dans la vie politique finlandaise et source de tensions avec la Russie. Mais parlons d'autre chose...

L'éducation donc. À laquelle la Finlande consacre à peu près la même part de son budget que la France. Mais, selon *Mediapart* (mars 2012) « sur l'échelle des enquêtes Pisa, qui mesure l'acquisition des savoirs et des compétences dans différents pays (1), la Finlande affiche des résultats exceptionnels. » J'entends d'ici des commentaires. Par exemple : « Évaluer l'éducation des enfants est une folie. » Mais si je m'y réfère, je m'interroge : « D'où provient la réussite finlandaise ? » ●●●

(1) Évaluations réalisées depuis 2000 et tous les 3 ans sur des élèves de 15 ans.



L'Alliance de gauche de Finlande : formation à la gauche du Parti social-démocrate, créée par

la fusion du Parti communiste de Finlande (SKP), des Ligues démocratiques du peuple finlandais (SKDL) et des femmes finlandaises (SNDL).

Lors du congrès fondateur (1990), les trois partis ont exprimé la nécessité d'un nouveau parti pour promouvoir les idéaux de la Révolution française, la paix et l'environnement.

L'Alliance a été marquée par des luttes internes, des départs vers le Parti social-démocrate ou le nouveau Parti communiste de Finlande (Unité). Aux européennes de 2009, l'Alliance (5,9 % soit - 3 %) a perdu son siège d'eurodéputé au profit des démocrates chrétiens, alliés au parti populiste "Vrais Finlandais".

« Dans de longues journées d'écoles suivies de devoirs interminables à la maison ? Dans la sélection précoce des élites ? Dans la concurrence entre écoles ? En réalité le système finlandais ●●● repose sur l'égalité d'accès de tous à l'école, un soutien scolaire massif auprès de chaque élève, des enseignants hautement qualifiés, une utilisation efficace et cohérente des ressources. », analysent les invités de Médiapart.

La Finlande a donc fait le choix de ne pas préparer des élites ciblées, mais l'ensemble de ses citoyen-ne-s aux défis d'un monde en mutation. Ici, le classement des écoles n'existe pas. Il n'y a pas d'écoles privées. Les parents sont libres de choisir leur école, dans laquelle les options de base sont les mêmes partout. L'égalité des chances signifie ici école publique gratuite, repas gratuits, allocation de transports... Quant au métier d'enseignant, il est valorisé, voire prestigieux. La formation initiale et continue, exigeante, y est notamment source de reconnaissance et de motivation. Alors qu'en France, l'idée de rémunérer au mérite des profs mal payés a fait son chemin et des dégâts. Un abaissement.

Derrière ses acquis en matière féministe, son haut niveau d'éducation, la Finlande a aussi ses soucis. La xénophobie augmente. Umayya Abu-Hanna, immigrée d'origine palestinienne, première personne issue de l'immigration (2) à pré-



senter une émission de télévision en Finlande, a décidé de quitter son pays d'accueil et de s'installer à Amsterdam. Dans une chronique (décembre 2012) publiée dans le quotidien finlandais *Helsingin Sanomat*, l'élue Verte au Conseil municipal d'Helsinki (et ex-candidate aux élections européennes) explique que, comme mère adoptive d'une fillette à la peau noire, elle ne pouvait plus supporter les brimades et insultes racistes, la xénophobie d'un nombre croissant de Finlandais. Avec plus de 400 000 visites, sa chronique est devenue la plus lue du journal. Les internautes l'ont diffusée sur les réseaux sociaux, avec encouragements ou injures. Anecdote ? La formation populiste *Les Vrais Finlandais*, hostile à l'immigration, opposée à l'Union européenne et soutenue, hors de Finlande, par des partis d'extrême-droite, représente aujourd'hui la première force d'opposition depuis 2011.

Ce parti se définit comme « *ouvrier sans socialisme* » et défend, au sein de "l'État-providence" et de la social-démocratie finlandaise, les thèses de la préférence nationale.

L'autre sujet de préoccupation en Finlande est la presque île d'Olkiluoto, où des ouvriers s'affairent à creuser un trou de 450 mètres de profondeur, parcouru par 5 kilomètres de route. Lorsqu'il sera terminé en 2020, l'industrie nucléaire finlandaise commencera à y stocker les déchets radioactifs produits par ses centrales... De quoi susciter quelques débats politiques sur la place du nucléaire dans le paysage énergétique.

● Philippe Stierlin



Finlande - élections européennes - 2009

Taux d'abstention : 59,7 %

ELD Europe Liberté Démocratie	PPE Parti populaire européen (droite)	S & D Socialistes et Démocrates	ADLE Démocrates et Libéraux	Verts	GUE/NGL Gauche unitaire européenne Gauche verte nordique
Parti «Vrais Finlandais» : 9,8 %	Parti de la Coalition nationale : 23,2 % Parti démocrate chrétien : 4,2 %	Parti social démocrate : 17,55 %	Parti du centre : 19 % Parti populaire suédois 6,1 %	Ligue verte : 12,1 %	Alliance de gauche : 5,9 %

(2) 5 % des citoyens finlandais sont nés à l'étranger.

Luigi Rignanese raconte une vie et démerveilles...



Conteur traditionnel hors format, son travail a su séduire bien au-delà des frontières des arts du récit. Accompagnés de ses musiciens, ses spectacles remplissent les théâtres où sa gouaille poétique est une machine à créer des images dans la tête des spectateurs.

Cette fois, Luigi Rignanese prend les chemins de traverse. Sa nouvelle création, *Démerveilles*, l'amène en pays inconnu, en lui-même. Bien sûr, il y

a toujours des princes, des châteaux et du merveilleux entre chaque phrase, mais l'on comprend très vite que Luigi nous parle de lui, de son maçon-rital de père, de sa mère et de ses sœurs. On se dit aussi que cette histoire éclaire toutes les autres, que ses châteaux étaient bien plus que des châteaux. Il nous parle d'amour et de comment grandir dans une famille vrai-faux cirque de la misère quotidienne. Il nous raconte avec une sensibilité immense comment il faut oublier des bouts de nous pour avancer et comment il faut se rafistoler pour tenir debout. Sa princesse voit au loin, dans un désert, un squelette de cirque. C'est tout une vie entre ridicule et grandeur. Petit caillou après petit caillou, il nous attrape par le bout de notre enfance et tout chavire. Sa vie est la nôtre aussi. Il nous la livre avec simplicité, loin du voyeurisme larmoyant de ce début de XXI^e siècle, il reste un conteur. C'est l'image et l'humour qui prime. Pour le reste, à nous de choisir.

Courez le découvrir à Paris, au Lucernaire jusqu'au 12 octobre à 21h15.



● Laurent Eyraud-Chaume

06 82 73 80 97

[Compagnie Le pas de l'oiseau / Le Fourmidable](#)
[Blog médiapart / Facebook / Alp'ternatives](#)



● La **“Coordination” de la FASE** se réunit les 5 et 6 octobre 2013. Cette assemblée est décisionnelle pour les orientations et questions de fonctionnement structurantes. Les participants délégués par les collectifs et composantes de la FASE – dont les Communistes unitaires – traiteront, entre autres points importants, de la constitution d'un courant réunissant, au sein du Front de gauche : les Alternatifs, Convergences et alternatives, la FASE, Gauche alternative, des membres de la Gauche unitaire, ainsi que des personnes à titre individuel.

● **“Régression” et turbulences** au sein d'EELV. De motions nationales en textes de militants, les alertes n'ébranlent pas beaucoup les ministres d'Europe Ecologie les Verts. Histoire de “clans”, comme le déclare Noël Mamère dans l'entretien accordé au *Monde*, qui en fait son gros titre (26/9/2013) ? Annonçant qu'il quitte EELV, il regrette « *une immense régression* » de la formation sur ses fondamentaux écologistes. Face aux « *boas qu'avalent les écologistes* », des militants critiquent, dans une motion de congrès, un gouvernement « *sourd à l'urgence* », « *un parti tenté par le repli* ». Ils se demandent « *comment renouer avec le mouvement social* ». Les turbulences actuelles au sein d'EELV suffiront-elles à redonner de la vigueur à une « *écologie politique* » qui y bat de l'aîle ?

● **Une justice d'exception pour étrangers** s'ajoute



aux discriminations en matière d'accès à la santé, au logement, à l'école, aux services administratifs. Des magistrats et défenseurs des droits de la personne humaine avaient, dès juin, alerté contre la délocalisation des audiences hors les tribunaux. À proximité

des Centres de rétention (CRA) et, annoncées pour fin septembre et fin décembre, directement dans le périmètre de l'aéroport Charles-de-Gaulle, ces « *antennes* » placent les personnes jugées dans un environnement policier, limitent la publicité des débats et entravent l'accompagnement par les familles et les associations. Plus sur www.comunistesunitaires.net, rubrique “*Démocratie, pouvoir, libertés*”. ●●●

Image de la semaine

Parole publique

Retour de manif, ou d'une journée harassante ?
La pancarte, vue dans le métro, à Paris, ne le dit pas.
En tout cas, un élément de réflexion pour la séance
du 12 octobre du séminaire Communisme (Voir ci-dessous).



Séminaire

Communisme

Samedi 12 octobre 2013

9h45 – 18h00

à l'AGECA – 177, rue de Charonne – 75011 PARIS

Deux séances :

- "Travail"
- "Droit de suite sur l'État"

Déjeuner sur place, sur inscription

par mail ou téléphone :
André Pacco oside1@orange.fr
06 89 16 94 77
sans oublier de donner votre nom
Participation : 10 € par repas
à régler sur place

Altercommunisme

Angles morts et leçons
du communisme



**Journée suivante le 30 novembre 2013 :
une séance sur la gratuité – une séance sur l'écologie**

"Angles mort et leçon du communisme"

Le cahier des actes du 1^{er} juin 2013 est disponible en 2 versions (haute et basse définitions)
ici : <http://www.cerisesenligne.fr/article/?id=3943>

Cerises

publication de l'Association
des communistes unitaires

- Noyau -

Gilles Alfonsi, Gilles Boitte,
Michèle Kiintz, Roger Martelli,
Philippe Stierlin, Catherine Tricot,
Pierre Zarka.

cerises@plateformecitoyenne.net

Abonnement gratuit en ligne :
<http://plateformecitoyenne.net/cerises>
www.cerisesenligne.fr



MEDIAPART

